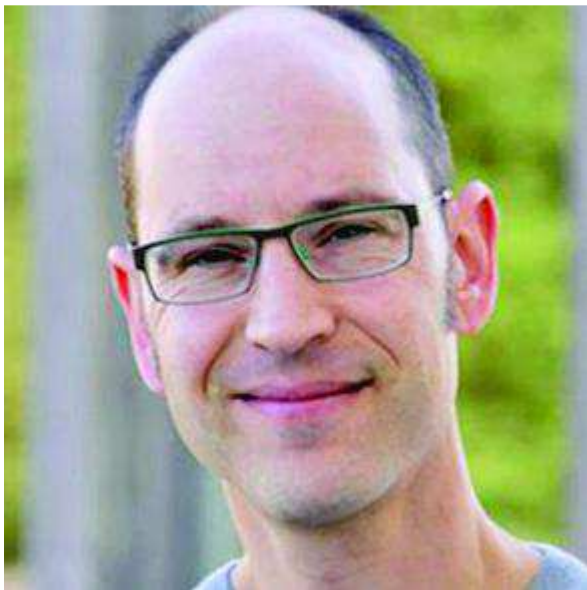


Le Nouvelliste

13.12.2019, ATS

Interdiction « bienvenue » d'un fongicide



L'office fédéral de l'agriculture (Ofag) interdit la vente du fongicide chlorothalonil, « probablement cancérigène ». L'avis de David Brugger, responsable de la division Production végétale à l'Union suisse des paysans (USP). Propos recueillis par Ariane Gigon

Etes-vous satisfait de cette décision?

Elle est la bienvenue, car elle met fin à l'insécurité qui règne chez nos membres. La démonstration scientifique du bien-fondé de la décision a été apportée. Il est juste que cette décision ne soit pas politique.

L'USP avait recommandé à ses membres de renoncer au fongicide. Votre appel avait-il été suivi?

Nous n'avons pas de statistiques à cet égard. Mais le chlorothalonil, considéré comme inoffensif jusqu'à cette année, a toujours été utilisé de façon très ciblée en Suisse. Cette année, par exemple, certaines régions ont connu des invasions de doryphores. Les paysans ont alors eu besoin de pouvoir trouver très vite la substance nécessaire, en grande quantité. L'interdiction du chlorothalonil, qui suit celle du chlorpyrifos, un insecticide, en juin, pourrait avoir pour conséquence que ces dépôts disparaîtront.

L'Ofag ne prévoit aucun délai pour finir les stocks déjà achetés. Allez-vous protester?

Cela place les agriculteurs devant des difficultés supplémentaires. L'Union européenne a fixé un délai jusqu'en mai 2020. Nous demandons une solution qui dédommagerait les paysans se retrouvant, du jour au lendemain, avec des stocks de produits interdits sur les bras. Cela peut être un règlement assurant la sécurité juridique nécessaire.

Y a-t-il des produits de rechange?

Cela dépend des cultures. Le chlorothalonil est le seul produit efficace pour les céréales, mais, en Suisse, 65% d'entre elles sont cultivées sans y recourir, grâce au programme «Extenso». Pour les pommes de terre, la vigne, les fruits et les légumes, il y a des produits de rechange. Mais si le nombre de substances actives diminue, les cultures développent des résistances et sont en danger.

Quelles sont les options pour remplacer les produits retirés du marché?

Il faut une palette de mesures, des produits alternatifs, de nouvelles manières de cultiver et la sélection des plantes. Il nous importe surtout que les décisions à venir – car la réévaluation des produits se poursuit – soient basées sur des faits scientifiques, et non politiques ou émotionnels.